

Exode des emplois contre exode des cerveaux, les deux faces d'une même pièce?

*Binod Khadria *, Éric Leclerc ***

Introduction

Le binôme États-Unis/Inde offre un exemple particulièrement intéressant des inquiétudes soulevées au Nord par la délocalisation des emplois, et inversement des espoirs suscités au Sud par leur arrivée. La migration des emplois dans les technologies de l'information du premier pays vers le second présente un double intérêt: premièrement il s'agit d'emplois liés aux outils qui favorisent directement ces mouvements; deuxièmement il s'agit d'emplois de services caractéristiques de la deuxième vague de délocalisation (après l'industrie). On pourrait en ce sens le considérer comme exemplaire de cette seconde phase, tout en gardant à l'esprit ses particularités. La délocalisation des emplois des technologies de l'information et de la communication n'est probablement pas assimilable à la délocalisation de tous les emplois de services. Comme le montre la vigoureuse polémique contre la migration des emplois lancée par John Kerry à l'égard de l'Inde, nous devons considérer à la fois la situation dans chacun de ces deux pays et leurs relations respectives. Dans un marché de l'emploi en voie de mondialisation, l'analyse des situations nationales doit intégrer les mouvements de migration internationaux des employés et des emplois. Pour sortir des polémiques politiques très circonstancielles, nous avons choisi d'analyser ici non seulement la migration des emplois, ce que nous avons rebaptisé en titre, l'exode des emplois, mais aussi d'établir un parallèle et une comparaison avec son précédent, l'exode des cerveaux. Nous mettrons donc en miroir dans une première partie ces deux phases qui pour le secteur des technologies de l'information et de la communication et dans la relation États-Unis/Inde forment système. Dans un second temps, nous dresserons la carte des territoires inexploités des coûts et bénéfiques de ces mouvements en revenant à une échelle mondiale et en extrapolant à l'ensemble des travailleurs hautement qualifiés.

* Professeur d'Économie, School of Social Sciences, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, et Senior Visiting Fellow, Asia Research Institute, National University of Singapore, bkhadria@yahoo.com.

** Maître de conférences, UFR des Lettres et Sciences Humaines, Université de Rouen, et Responsable de l'équipe Relations Internationales, Centre de Sciences Humaines de New Delhi, Inde, eric.leclerc@csh-delhi.com.

De l'exode des cerveaux à l'exode des emplois: le cas des technologies de l'information et de la communication entre les États-Unis et l'Inde

La dramatisation introduite par le terme «exode» plutôt que «migration» des emplois pourrait se justifier à elle seule, par l'ampleur de la polémique politique qui a marqué la dernière campagne présidentielle américaine. S'appuyant sur les estimations de l'institut Forrester Research prévoyant la délocalisation de 3,3 millions d'emplois de service à l'horizon 2010 aux États-Unis, le candidat démocrate avait lancé une vigoureuse attaque contre les chefs d'entreprises américains qui délocalisent des emplois vers les pays du Sud. Au-delà de la comparaison peu flatteuse avec le général Benedict Arnold qui lors de la guerre d'indépendance déserta les rangs américains pour ceux du colonisateur britannique, c'était l'Inde qui était visée. Avec une croissance de l'infogérance de 0,5 à 3,6 \$ milliards en 5 ans [NASSCOM, 2004, p. 63], l'Inde a été tenue pour responsable des taux de chômage en augmentation parmi les ingénieurs en électronique¹ aux États-Unis. Au-delà de l'anecdote, la peur suscitée dans le débat public par une perte nette d'emplois au profit des pays à faible coût de main d'œuvre s'est traduite, sur le plan législatif, par le passage d'une soixantaine de lois anti-délocalisation sur le territoire américain.

Le terme «exode» a également été choisi pour faire écho à une autre peur, mais qui affectait cette fois-ci les pays du Sud, celle de la fuite des cerveaux vers les économies développées à partir des années 70². Ces personnes hautement qualifiées étaient aussi considérées par leur pays d'origine comme des traîtres dilapidant au profit d'une puissance étrangère les investissements publics dont ils avaient bénéficié pour leur formation. Dans le cas de l'Inde cependant, cette perception négative ne s'est jamais traduite par des mesures de limitation des mouvements des personnes. Au-delà de la similitude des réactions, ce sont les liens entre l'exode des cerveaux et l'exode des emplois qui méritent d'être analysés dans le cas du développement des technologies de l'information et de la communication.

Une simple opposition terme à terme des deux époques serait dangereuse car elle porterait sur des mouvements de nature différente, l'exode des cerveaux se traduisant par une migration d'hommes, alors que la migration du travail correspond à une destruction d'emplois dans un pays source et leur relocalisation dans un pays récepteur, sans déplacement physique massif de personnes. Nous avons préféré mettre en perspective ces deux expressions avec les points de vue complémentaires contemporains. En effet si les États-Unis se lamentent aujourd'hui de la perte de leurs emplois de services au profit de l'Inde, cette dernière

1. Le taux de chômage des ingénieurs électriciens et électroniciens a atteint 6,2 % en 2003, soit une croissance de deux points en une année d'après l'IEEE-USA (la branche américaine de l'Institute of Electrical and Electronics Engineers) (CNET News.com, 18.03.04).

2. Il faut remarquer que l'expression «*brain drain*», exode des cerveaux, a été utilisée pour la première fois afin de décrire le mouvement de britanniques hautement qualifiés vers les États-Unis, donc dans un mouvement Nord-Nord.

se réjouit de l'expansion de son secteur informatique et d'infogérance en faisant porter l'attention sur le retour des cerveaux. De même lorsque l'Inde s'inquiétait de la fuite de ses cerveaux vers les États-Unis, ces derniers célébraient la réussite de ces immigrants. Il faut donc comparer les arguments mis en avant par chacune de ces analyses complémentaires avant de comparer les deux époques successives.

Exode des cerveaux contre communauté immigrée modèle

En ce début de XXI^e siècle, l'Inde est identifiée au niveau mondial comme un pays ressource pour les migrations de personnes très qualifiées et éduquées, les travailleurs de la connaissance ainsi qu'on les a dénommés [Khadria, 2005 Columbia Colloquium of Univ Presidents], comprenant principalement les professionnels des technologies de l'information et les médecins. Cependant aux XIX^e et XX^e siècles, l'Inde était déjà un pays ressource mais pour une main d'œuvre peu qualifiée. Des paysans ont migré vers les économies de plantation dans la période coloniale, puis des travailleurs peu qualifiés vers les économies pétrolières dans la seconde moitié du siècle dernier. Le mouvement des travailleurs de la connaissance a été perçu de façon beaucoup plus négative que les migrations précédentes car il impliquait des coûts financiers, sociaux et politiques plus élevés pour les pays émetteurs. Les coûts de l'émigration des diplômés, qualifiée d'exode des cerveaux, ont tout d'abord été considérés financièrement comme un investissement perdu dans l'éducation. Deuxièmement, d'un point de vue social, il s'agissait d'une perte de qualification avec le départ de personnel formé. Enfin politiquement, l'exode de jeunes diplômés était aussi perçu comme la perte d'éléments catalyseurs dans un processus de changement politique. Au regard de ces coûts, parfois difficilement quantifiables, les bénéfices de l'exode des cerveaux ont été faibles. Les principaux bénéfices identifiés ont été les remises monétaires, les transferts de technologies à travers des programmes comme TOKEN³ (*Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals*), et/ou la migration de retour de ces Indiens plus éduqués et expérimentés lorsqu'elle avait lieu.

Alors que le Sud, en l'occurrence l'Inde, s'inquiétait du déséquilibre coûts/bénéfices au profit du Nord, les États-Unis, eux, pouvaient intégrer ces diplômés dans leur industrie électronique ou leur secteur de santé, après généralement un complément de formation universitaire. Si nous nous limitons à ce premier secteur, nous constaterons que les Indiens expatriés ont participé à l'émergence de la Silicon Vallée. Les travaux d'Anna-Lee Saxenian pour expliquer l'émergence de ce pôle régional de hautes technologies ont démontré la place des immigrants asiatiques dans ce processus [Saxenian, 1999]. Le déficit de professionnels hautement qualifiés dans le domaine des technologies de l'information et de la communication a été comblé par des Chinois, des Taïwanais et des Indiens qui représentent aujourd'hui, 25 % des informaticiens de la région. À partir du début

3. Transfert de Savoir grâce aux Nationaux Expatriés, programme soutenu par le PNUD facilitant le déplacement court (jusqu'à trois mois) vers leur pays d'origine de scientifiques expatriés.

des années 80, ceux-ci ont également participé à la dynamique économique en créant leurs propres entreprises, pas moins de 3000, employant près de 70000 personnes [Saxenian, 2000]. Ils y ont parfois été contraints car ils n'avaient pu atteindre les plus hauts postes dans les entreprises américaines qui les employaient. En effet, la reconnaissance de cette contribution des populations immigrées a été tardive. L'image couramment admise aujourd'hui d'une communauté immigrée modèle prend sa source à cette époque. Les fortunes réalisées dans les années 90 par la vente de leur *start-up*, Exelcan à Novell ou Daisy System à Sun Microsystem, par Kanwal Rekhi ou Vinod Khosla n'ont fait que renforcer cette position. Les Indiens installés aux États-Unis possèdent aujourd'hui le meilleur revenu par tête de toutes les communautés immigrées (60093 \$ par an, à comparer à la moyenne américaine de 38885 \$). Ils réinvestissent massivement celui-ci dans le système éducatif américain pour leurs propres enfants.

Exode des emplois contre le retour des cerveaux

Aujourd'hui nous sommes face à une équivalence inversée, les États-Unis s'inquiètent de la délocalisation des emplois de services alors que l'Inde accueille à bras ouverts les membres de sa diaspora qui reviennent au pays pour investir dans le secteur des technologies de l'information et de la communication. Nous sommes en face d'un nouveau couple de représentations complémentaires, l'exode des emplois contre le retour des cerveaux. Nous analyserons ici ce double mouvement du point de vue du Sud, en notant dès à présent que pour l'Inde ils ne sont pas contradictoires. Délocalisation des emplois et retour des cerveaux peuvent se combiner, même si l'histoire officielle insiste plus sur le retour des cerveaux.

Le retournement de paradigme est total pour le gouvernement Indien puisque ce qui était interprété comme une perte, l'exode des cerveaux, est aujourd'hui présenté comme un investissement sur le long terme qui commence à rapporter, le retour des cerveaux (*brain gain*). Ce retournement résulte d'une prise de conscience du retard de l'Inde par rapport à sa grande rivale la Chine. Parmi les facteurs explicatifs du miracle chinois, le rôle des Investissements Directs Étrangers a été notoire, 53 \$ milliards en 2003 en Chine contre 4,3 en Inde [UNCTAD, 2004, p. 51]. Mais ce qui a été relevé également, c'est la contribution des chinois expatriés à ce phénomène (2/3 des IDE), six fois plus que les expatriés indiens. Aussi, le gouvernement nationaliste du BJP⁴ a décidé de faire travailler cette ressource. Il n'a pas ménagé ses efforts pour attirer ces expatriés. Suite au rapport de la Haute Commission de la Diaspora indienne remis en 2002, le gouvernement indien leur a accordé le bénéfice de la double-citoyenneté. Les restrictions sur les investissements étrangers qui empêchaient l'expatriation des profits réalisés sur le sol indien ont également été levées. Paradoxalement pour un gouvernement nationaliste, ce changement de perspective a consisté à adopter

4. Bharatya Janata Party, parti du peuple indien.

le point de vue américain. Les Indiens non-résidents⁵ sont perçus aujourd'hui en Inde comme une communauté modèle à mobiliser pour le développement du pays. En plus des ressources financières, le gouvernement indien a effectué également un transfert de capital symbolique en utilisant les succès de ses expatriés pour exalter la fierté nationale.

Parallèlement, la délocalisation des emplois a été perçue en Inde comme une preuve du succès de la révolution des technologies de l'information et de la communication dans le pays. Effectivement, il s'agit aujourd'hui d'un secteur économique en pleine expansion qui a généré la création de 813 000 emplois, soit près de 760 000 emplois de plus qu'en 1990, dont 152 000 pour la seule année 2003-2004 [NASSCOM, 2004, p. 186]. Même si la croissance s'est ralentie ces dernières années suite à la crise américaine des années 2000-2002, ce marché comptant pour 70 % des exportations indiennes de logiciels et de services, elle était encore de 26 % en 2002-2003, avec une projection de revenus de 12,2 \$ milliards pour 2003-2004. La chambre de commerce de l'industrie des technologies de l'information, NASSCOM, relève dans ses analyses du marché Indien que près de la moitié des 500 plus grandes entreprises mondiales y ont déjà délocalisé une partie de leurs services. Il s'agit de :

- Télé-services au consommateur (95 000 emplois);
- Services financiers et de paiements (61 000 emplois);
- Gestion administrative (40 000 emplois);
- Développement de contenus (46 000 emplois).

Très rapidement, l'Inde remonte la pente de la valeur ajoutée. Après les fonctions de centre d'appel qui ne requièrent que des compétences linguistiques, ce sont aujourd'hui l'ensemble des services sans contact direct avec la clientèle qui sont concernés. Le développement atteint même les activités de création. D'après une étude de l'*Administrative Staff College of India*, plus de 77 grandes multinationales ont installé des centres de Recherche et Développement en Inde. Alors que l'Inde ne se distingue pas par sa production d'ordinateurs, elle attire des laboratoires spécialisés dans la conception de puces électroniques. Parmi les grands noms de l'informatique présents en Inde, on peut citer IBM (70 chercheurs à New Delhi), Microsoft (250 chercheurs à Hyderabad pour 700 aux États-Unis) ou encore des industries traditionnelles qui y ont délocalisé leur composante technologie de l'information comme General Motors [CNET news.com, 2004]. L'Inde est devenue une destination privilégiée pour la délocalisation de la production de logiciels et d'infogérance avec 24 % du marché mondial en 2002 [Upadhyia, 2004]. Aujourd'hui aux États-Unis, Bangalore, le «Silicon plateau» comme il est parfois dénommé, est plus connu que la capitale politique, New Delhi, ou la capitale économique, Mumbai.

5. *Non Resident Indian* suivant la dénomination officielle des services fiscaux qui désigne toute personne qui réside hors du territoire indien pendant plus de 180 jours par an.

Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant de retrouver les Indiens aux cotés du monde des affaires américain, pour défendre les délocalisations. Ils sont de fervents partisans de l'ouverture des marchés dans le secteur de la production de logiciels et des services informatiques du fait de leur dépendance (80 %) envers les exportations. Les Indiens reprennent les mêmes arguments :

- Les emplois créés en Inde sont en grande partie des emplois nouveaux (les services 7 X 24 sont permis par le décalage horaire);
- Il s'agit d'emplois en surplus. Par exemple, il serait impossible de créer autant d'emplois dans la recherche aux États-Unis, donc les coûts salariaux de l'Inde permettent de multiplier ces emplois sans retirer le leur aux chercheurs américains;
- Ces emplois correspondent en fait à un manque de main d'œuvre aux États-Unis, estimé à 2,4 millions de personnes en 2010. La délocalisation du travail doit combler ce déficit à hauteur de 1,3 million d'après la prospective de la NASSCOM [NASSCOM, 2003].

Bilan

Après avoir contextualisé le mouvement de migration du travail en ajoutant la vision contemporaine du Sud, le retour des cerveaux, nous avons montré les liens entre les perceptions antérieures, l'exode des cerveaux et la communauté modèle immigrée, et la situation actuelle. Il faut maintenant en dresser le bilan et révéler les dimensions cachées de ces discours. Quel lien peut-on établir entre le retour des cerveaux et le développement de l'emploi dans les technologies de l'information et de la communication dans ce pays? De la même façon, quel lien peut-on établir entre les délocalisations des emplois du Nord et le retour des cerveaux?

Premièrement, le retour des cerveaux est-il une migration de travailleurs? Force est de constater que celui-ci reste quantitativement limité à seulement 8 à 10 % des NRI pour la fin des années 90 [Kumar, 2001, p. 4285]. Par contre, les NRI ont de plus en plus tendance à faire migrer leur capital en investissant plus massivement en Inde, se rapprochant ici du modèle chinois. Grâce aux contacts qu'ils ont maintenu avec leur famille ou leurs camarades de promotion, ces chefs d'entreprises choisissent d'investir en Inde dans leur secteur. Il s'agit d'une politique explicite de leur part, ainsi Kanwal Rekhi a fondé *IndUS Entrepreneurs*, une association dont l'objectif est de répliquer le modèle de la Silicon Vallée dans son pays d'origine. Dans son étude sur Bangalore, C. Upadhyya estime que 50 % des compagnies fondées depuis 1999 dans cette ville ont bénéficié de l'argent de ces capital-risqueurs [Upadhyya, 2004]. Mais ce retour de capital n'implique pas obligatoirement une migration de retour. Le plus souvent même, ces entreprises sont enregistrées aux États-Unis quand ce n'est pas à l'île Maurice pour éviter les taxes. Il s'agit plutôt d'une intensification des circulations entre les deux pays. Les NRI reviennent régulièrement pour sélectionner les projets d'investissement et prodiguer des conseils aux chefs d'entreprises indiens

débutants. La communauté immigrée modèle demeure majoritairement dans son pays de destination.

Mais cette communauté a joué aussi un rôle dans la migration du travail. Le choix initial de l'Inde comme destination pour la délocalisation des emplois de ce secteur a été incontestablement influencé par la forte présence des immigrés indiens dans les entreprises américaines [Lateef, 1997; Arora *et alii*, 1999]. Si le premier moteur de ce mouvement du travail demeure les différences de coût de la main d'œuvre⁶, il a fallu du temps pour convaincre les chefs d'entreprises américains de tenter l'aventure dans un pays neuf en ce domaine, comme l'explique fort bien S. Sahay [S. Sahay, B. Nicholson, S. Krishna, 2004] dans son ouvrage *Global IT outsourcing*. Ici le rôle de la diaspora a été double. Premièrement, par leur position stratégique dans les entreprises, près de 800 cadres dirigeants dans les entreprises informatiques de la Silicon Vallée sont d'origine indienne, ils ont pu influencer le processus de décision [Biers et Dhume, 2000]. Deuxièmement pour montrer la voie, les entreprises américaines ont souvent confié la direction de leur nouvelle implantation à des Américains d'origine indienne qui ont effectué une migration de retour parfois définitive dans leur pays d'origine.

Les prémices d'un nouveau régime migratoire

Les perceptions des coûts et des bénéfices par les pays du Nord et du Sud ont beaucoup évolué avec le changement de paradigme analysé ci-dessus. Cependant comme le montre le cas des technologies de l'information et de la communication, le système de division international du travail qui alimente ces mouvements, ne peut se réduire à un simple renversement d'une émigration de travailleurs vers les États-Unis à une migration des d'emplois vers l'Inde. Nous proposerons ici le point de vue des pays du Sud, comme contre-point au discours de victimisation couramment utilisé au Nord par les hommes politiques. Ce faisant, après avoir relevé les dimensions oubliées du système dans le cas des rapports États-Unis/Inde, nous élargirons notre réflexion à l'ensemble des migrations de personnes hautement qualifiées. Nous serons alors en mesure de poser les conditions d'un éventuel équilibre de ce régime qui puisse satisfaire aussi bien le Sud que le Nord.

Les territoires inexplorés des coûts et bénéfices

Dans ces représentations de la délocalisation des emplois des technologies de l'information et de la communication, nous avons déjà noté que certaines réalités sont sur-estimées comme le retour des cerveaux. D'autres réalités sont ignorées car elles n'entrent pas dans les couples d'opposition énumérés au début

6. Alors qu'aux États-Unis un programmeur perçoit un salaire annuel compris entre 32000 et 39000 \$, en Inde celui-ci ne dépasse pas 9000 \$, pour un développeur de logiciel, l'écart est moindre de 49000 à 67500 \$ contre 15700 à 19200 \$ en Inde soit encore un rapport de 1 à 3.

de la première partie. Prenons l'exemple des migrations temporaires de professionnels hautement qualifiés. En 1988, 65 % des contrats d'exportation indiens dans le domaine des logiciels se déroulaient entièrement sur le site du client [Heeks, 1998, p. 7]. En conséquence les deux-tiers du travail de développement informatique indien étaient en fait réalisés outre-atlantique. Ces informaticiens expatriés obtenaient le plus souvent un visa H-1B⁷ de travail temporaire. Le nombre de ces visas était limité à 60000 par an, toutes nationalités confondues. Mais lorsque la pénurie de main d'œuvre s'est accentuée aux États-Unis, le nombre d'entrées a été augmenté en conséquence jusqu'à 195000. Aujourd'hui la part des activités sur site n'est plus que de 43 % (2002-2003) dans l'industrie indienne du logiciel. Dans notre étude sur les migrations de retour des professionnels hautement qualifiés à Bangalore [Khadria, 2004a] nous avons pu constater que ceux qui revenaient s'installer en Inde avaient eu une migration de courte durée (pour 75 % moins de 6 ans⁸). Cette analyse réalisée en 2002, permet de bien prendre la mesure de cette migration de retour. Il s'agit d'une migration contrainte car elle a été consécutive à l'éclatement de la bulle internet. S'il perd son emploi, le détenteur d'un visa H-1B, doit quitter le territoire américain. D'ailleurs en 2002 le quota de visas H-1B qui avait été porté à 195000 n'a été pourvu qu'à hauteur de 79000 personnes. Il s'agit d'une dimension cachée dans la mesure où elle ne correspond pas au modèle d'un retour de cerveaux. Il s'agit en fait d'une migration d'autant plus temporaire que la conjoncture économique fluctue. Ces retours sont aussi la preuve que les premières victimes de la crise ont été les travailleurs temporaires indiens, avant même les employés américains, d'où leur absence du discours des pays du Nord sur les délocalisations. Il y a donc bien un retour de travailleurs temporaires mais peu celui des cerveaux qui avaient quitté le pays auparavant.

La seconde dimension cachée de la rhétorique du «retour des cerveaux», c'est la poursuite de la migration des cerveaux! Alors que le nombre annuel d'étudiants indiens entrant aux États-Unis était de 15000 en 1990, ils étaient 50000 en 2001 [Khadria, 2004]. Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, le flux d'exode des cerveaux s'est un peu ralenti. Par exemple à l'*Indian Institute of Technology* (Institut Indien de Technologie) de New Delhi, la proportion d'une promotion qui émigre est passée de 21 à 18 %, [Kumar, 2001, p. 4284], mais elle reste forte. La demande mondiale en matière de professionnels hautement qualifiés est toujours aussi élevée. L'amélioration de la conjoncture économique dans ce secteur pourrait bien relancer les migrations internationales. En ce sens, l'euphorie indienne à chaque fois que les quotas d'immigration vers les pays développés ont augmenté – principalement aux États-Unis, Canada, en Grande-Bretagne et en Europe, Australie et Nouvelle-Zélande demeure ambiguë. Le relèvement des quotas ne peut que favoriser

7. Les visas H-1B sont réservés à des travailleurs non-migrants, pour une durée maximum de 6 ans et dans un champ d'activité bien délimité.

8. Ces professionnels n'ont donc pas atteint la durée maximum de leur visa H-1B, qui est de trois ans, renouvelable une fois.

l'exode des cerveaux. Sommes-nous cependant encore dans le même système, migration des cerveaux contre migration du travail ?

Il semble que la nature du système à changer, sans que les conséquences du nouveau régime aient été identifiées. Au-delà du constat de la reproduction du cycle des délocalisations industrielles à celui des services, nous nous efforcerons dans un premier temps de dégager les tendances du nouveau régime migratoire. À partir des contours émergents du nouveau système, nous pourrions essayer de mettre en place, dans un second temps, les conditions de son maintien pour qu'il profite aussi bien aux pays du Nord que du Sud. Pour commencer, essayons de cartographier les contours du nouveau système migratoire selon la vision du Sud. Trois orientations des mouvements nous semblent aujourd'hui significatives par leurs conséquences probables.

Premièrement: la domination des migrations temporaires (coûts sociaux importants).

Des publications récentes attestent pour les travailleurs hautement qualifiés, d'une croissance plus rapide des migrations temporaires par rapport aux migrations permanentes dans les premières années du XXI^e siècle [OCDE, 2004]. C'est la conséquence directe de la primauté accordée aux migrations de retour dans les politiques de « gestion effective des migrations » des pays de réception en Europe et Amérique du Nord [IOM, 2004]. Le permis de travail britannique, la « carte verte » allemande, le visa H-1B américain ou encore la proposition d'un « visa GATS », sont autant d'exemples de ces politiques de promotion des migrations temporaires des professionnels hautement qualifiés au détriment de l'installation permanente. Le taux de rotation des travailleurs migrants temporaires qui agit comme une soupape de sécurité dans la politique de migration de retour, bénéficie principalement aux pays de destination, sur tous les plans – politiques, sociaux et financiers.

Comme d'autres pays en Asie du Sud, particulièrement le Pakistan, le Bangladesh et le Sri-Lanka, l'Inde s'est laissée emportée dans le train de ces politiques de migration de retour, apparemment comme anti-dote à l'exode des cerveaux. Cependant ces pays n'ont pas été assez sensibles aux coûts sociaux que ces politiques de migration de retour infligent aussi bien aux individus migrants qu'à leur famille. Les migrations temporaires impliquent une séparation forcée des membres de la famille, faisant de celle-ci en quelque sorte une famille nomade. Il existe en temps de latence entre l'installation du travailleur et celle de sa famille. L'éloignement des membres de la famille s'accroît avec l'augmentation de la fréquence des mouvements. Les politiques migratoires mises en place dans le pays du Nord transforment aussi le retour en une sorte de migration contrainte. Les migrants internationaux hautement qualifiés intègrent ces contraintes dans leur parcours. Si toutes les décisions des familles de migrants concernées semblent volontaires, elles sont fortement influencées par les opportunités offertes par les différentes législations des pays de réception et leurs fluctuations.

Deuxièmement: la domination des migrations étudiantes (conséquences sur le capital politique et humain).

Les personnes hautement qualifiées n'ont pas seulement migré depuis l'Inde à travers la porte de l'emploi, mais aussi à travers la porte académique comme étudiants. L'étude Open Doors 2004 révèle qu'en 2003-2004, l'Inde a conservé sa première position dans le recrutement des universités américaines (suivie par la Chine, la Corée, le Japon, le Canada et Taïwan) et ce, pour la troisième année consécutive. Les Indiens représentent aujourd'hui presque 14 % des étudiants étrangers aux États-Unis. Pour atteindre leur double objectif, c'est-à-dire maintenir un système d'éducation supérieure très coûteux et combler un manque de main d'œuvre à court terme, les États-Unis aussi bien que le Royaume Uni ont promulgué des lois autorisant les étudiants à rester travailler, plutôt que de retourner au pays après l'obtention de leur diplôme. La compétition croissante parmi les pays développés, certains non anglophones, a poussé les institutions de la Ivy League⁹ à enrôler la crème des étudiants d'Asie du Sud, particulièrement en Inde (*Economic Times*, 24 nov. 2004).

Une conséquence fâcheuse de ce recrutement est apparue récemment en Inde avec un manque croissant d'enseignants. La plus grande marque mondiale indienne¹⁰, les Instituts Indiens de Technologie qui sont financés publiquement, manquent de personnel enseignant de qualité. Selon une estimation récente, près de 380 postes importants sont vacants dans les sept IIT, faute de candidats compétents (*Economic Times*, 10 nov. 2004). Alors que même les bons maîtres d'école sont attirés en masse à l'étranger, l'Inde pourrait se trouver dépourvue des ressources nécessaires à la production d'un capital humain de qualité, pierre d'angle d'une société de la connaissance et de la démocratie indienne. À l'inverse, en tant que pôle d'éducation, les pays de destination accroissent leur puissance politique grâce à ce bonus – les étudiants étrangers devenant sur le long terme, leurs ambassadeurs dans l'arène politique internationale. En effet, les pays du Nord recrutent de plus en plus tôt les étudiants du Sud, aujourd'hui avant la licence, c'est-à-dire au cours des années cruciales où se forment leurs valeurs sociales, politiques et culturelles. Ils sont donc d'autant plus perméables aux valeurs des sociétés où ils poursuivent leurs études supérieures.

Troisièmement: le contre-courant silencieux aux remises monétaires (coût financier).

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan a estimé le montant total des remises monétaires vers les pays d'origine par les travailleurs migrants en 2002 à 88 \$ milliards. D'après les sources de la Reserve Bank of India (la banque centrale indienne), les transferts en 2003-2004 vers l'Inde étaient de 23 \$ mil-

9. Groupe de huit universités parmi les plus prestigieuses aux États-Unis incluant: Brown University, Columbia University, Cornell University, Dartmouth College, Harvard University, University of Pennsylvania, Princeton University et Yale University.

10. Les IIT ont été dernièrement classés en 41^e position dans une étude des 200 premières universités mondiales.

liards – soit près de 5 % du PIB, deux fois la valeur des exportations de logiciels et services informatiques. Il y a eu une attention grandissante pour promouvoir les politiques de remises monétaires vers les pays d'émigration, mais on n'a pas accordé une attention suffisante à l'utilisation des remises dans ces pays. Il faut noter qu'un manque de planification et une absence de politique claire pour l'utilisation de cette manne dans les pays d'origine contribuent à l'apparition d'un contre-courant aux remises¹¹.

Notre attention a été récemment attirée sur un flux à contre-courant des remises, c'est-à-dire des pays du Sud vers les pays développés, sous forme de frais d'inscription des étudiants étrangers [BBC, 2004]. Le rapport Open Doors 2004 estime que plus de deux tiers (67,3 %) des étudiants internationaux aux États-Unis sont financés sur des fonds « personnels et familiaux » – les fonds américains n'aidant que 25,7 % des étudiants (*Economic Times*, nov. 15 2004). L'économie américaine collecte ainsi la coquette somme de 13 \$ milliards annuellement de plus de 500 000 étudiants étrangers (*Economic Times*, 29 nov. 2004). Des estimations comparables pour le Royaume uni, l'Europe, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-zélande viennent consolider l'idée que les pays développés capitalisent déjà sur le commerce des services d'éducation alors même qu'ils ne sont pas pleinement intégrés au GATS. Il existe dès à présent un flux à contre-courant aux remises monétaires classiques à partir des pays d'origine¹² des migrants vers certains pays de destination.

Pour un ré-équilibre du nouveau système migratoire

Les trois orientations du nouveau système migratoire décrites ci-dessus, si elles se confirmaient, feraient à nouveau pencher la balance des coûts et bénéfices en faveur du Nord. Pour parvenir à une situation gagnant-gagnant entre pays du Nord et du Sud, le nouveau système migratoire doit être un élément d'une politique de coopération internationale. Si nous commençons par examiner cette relation pour les pays du Sud, et plus spécifiquement ici pour l'Inde, il faut impérativement définir un « citoyen indien global » ou encore un « migrant indien global ». Nous aimons à penser, comme nous l'avons argumenté en détail ailleurs, qu'on pourrait y parvenir en remplissant deux conditions spécifiques – à la condition nécessaire d'une présence géo-économique globale significative des travailleurs de la connaissance indiens à l'étranger; et à la condition suffisante que l'Inde tire des bénéfices durables de cette présence. Par le nombre d'Indiens à l'étranger et leurs niveaux d'éducation, d'emploi et de revenus, la condition nécessaire est déjà remplie. Pour satisfaire à la condition suffisante, les bénéfices

11. Il y a trois ans, le Budget Central Indien, faisant face à une énorme accumulation de réserves de devises étrangères (qui ont atteint la somme de 130 \$ milliards en décembre 2004), a libéralisé le transfert vers l'extérieur d'une somme plafonnée à 25000 \$ annuel par citoyen indien et ce, partout dans le monde.

12. Au cours de sa récente visite à l'assemblée des Nations Unies, le premier ministre indien, le Dr. Manmohan Singh a lancé un appel aux pays développés comme le Royaume Uni pour qu'ils réduisent les frais d'inscription des étudiants étrangers qui sont plusieurs fois supérieurs à ceux des étudiants britanniques (*Hindustan Times*, 25 sept. 2004).

des remises monétaires, des transferts de technologie, et d'une migration de retour, dérivés de la présence significative d'Indiens à l'étranger, doivent tous être consciemment dirigés vers l'éradication de deux types de pauvreté en Inde – la «pauvreté d'éducation» et la «pauvreté de santé» [Khadria, 1999, p. 201-217; 2005a]. Elles sont toutes deux responsables du faible taux moyen de productivité du travail en Inde, un paradoxe alors que les migrants indiens ont à l'étranger une productivité parmi les plus élevées.

Il est possible que cette situation gagnant-gagnant émerge, car si nous examinons maintenant la situation des pays de destination au Nord, ils pourraient continuer à attirer des migrants internationaux hautement qualifiés. Les travailleurs indiens de la connaissance – autant professionnels qu'étudiants – pourraient ainsi remédier premièrement aux évolutions démographiques de ces pays. Dans les pays de destination où le vieillissement de la population est devenu un problème majeur, le remplacement des anciens migrants par de plus récents, à travers une politique de migration de retour, offre une solution exogène. Deuxièmement, le remplacement d'immigrants expérimentés et âgés par des immigrants plus jeunes, permet de maintenir à un bas niveau le coût total des salaires versés, ainsi que des futures pensions de retraites. Troisièmement, les pays de destination pourraient aussi essayer de maintenir leur contrôle dans les domaines de pointe des savoirs détenus par les plus jeunes générations de diplômés et étudiants étrangers. En effet, comme les étudiants récemment diplômés sont exposés aux dernières avancées des sciences et technologies, une rotation plus rapide des immigrants hautement qualifiés a sur le long terme l'avantage de renouveler continuellement la qualité de son stock de capital humain. Ailleurs nous les avons dénommé les avantages de l'âge, des salaires et de génération¹³ respectivement [Khadria, 2005, p. 11-13].

Conclusion

L'exemple des technologies de l'information et de la communication forme un cas d'école dans la mesure où ces emplois peuvent être rapidement redéployés partout dans le monde comme le montre l'exemple de l'ascension en moins d'une décennie de l'Inde au rang de destination privilégiée des délocalisations de l'infogérance. Derrière ce constat alarmiste, tel qu'il a été dressé aux États-Unis, premier pays victime de la deuxième phase de délocalisation, une analyse précise des mouvements des emplois et des travailleurs, montre le rôle antérieur de l'exode des cerveaux depuis l'Asie et leur rôle dans la création de ces emplois. Au-delà de l'opposition entre deux époques aux migrations inversées, on doit constater qu'il s'agit d'un système beaucoup plus complexe dans lequel les tendances anciennes demeurent avec leurs déséquilibres. Si l'on analyse la situation depuis le Sud, le discours sur les délocalisations semble l'arbre qui cache la forêt. L'augmentation du poids des migrations tem-

13. En anglais, *age, wage and vintage*.

poraires se fait au détriment des travailleurs hautement qualifiés, ce que nous avons identifié comme des coûts sociaux, financiers mais aussi en terme de capital politique et humain. Derrière l'image positive des nouveaux travailleurs nomades, parcourant librement le monde grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, se cache pour les pays du Sud tout au moins, la réalité du «*body-shopping*». Ce terme anglo-saxon très cru, désigne les pratiques de mise à disposition de ces travailleurs hautement qualifiés par des agences d'intérim sous forme de prestation de services¹⁴. Or dans l'avenir, compte tenu des structures démographiques vieillissantes des pays du Nord, ces nouvelles générations de travailleurs de la connaissance seront indubitablement des citoyens du Sud. Un ré-équilibre de ce nouveau système migratoire est souhaitable selon les orientations proposées dans le dernier rapport de la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales.

BIBLIOGRAPHIE

- ANEESH A. [2000], *Rethinking migration: High-skilled labour flows from India to the United States*, San Diego, Working paper n° 18, Centre for Comparative Immigration Studies, University of California, 16 p.
- ANNAN K. [2004], *A Europe open to well managed migration will be fairer, richer, stronger*, New York, Press release SG/SM/9134, ONU.
- ARORA A., ARUNACHALAM V.S., ASUNDI J., FERNANDES R. [1999], *The Indian Software Services Industry*, Working Paper n° 99-19, Heinz School, 46 p.
- BBC [2004], «Migration: Should borders be open?», disponible en ligne sur http://news.bbc.co.uk/1/hi/in_depth/3512992.stm.
- BIAO X. [2002], «Ethnic Transnational Middle Classes in formation: A case study of Indian information technology professionals», in *The 52nd Annual Conference of Political Studies Association (UK)*, 5-7 avril, Aberdeen, University of Aberdeen.
- BIAO X. [2004], «Indian information technology professionals' world system», in *State/nation/transnation: perspectives on transnationalism in the Asia-Pacific*, New York, Routledge, p. 161-178.
- BIERS D., DHUME S. [2000], «In India, a Bit of California», *Far Eastern Economic Review*, vol. 163, n° 44, p. 38-40.
- CHITELÉN I. [2004], «Outsourcing to India: Causes, reaction and prospects», *Economical and Political Weekly*, vol. XXXIX, n° 10, p. 1022-1024.
- GCIM [2005], *Migration in an interconnected world: New directions for action*, Global Commission on International Migration, 88 p.
- HEEKS R. [1998], *The Uneven Profile of Indian Software Exports*, Manchester, Working Paper Series n° 3, Institute for Development Policy and Management, University of Manchester, 16 p.
- IOM [2004], *Return Migration: Policies and Practices in Europe*, Geneva, International Organization for Migration, 402 p.

14. Pour de plus amples développements se référer aux travaux de Xiang Biao à propos des informaticiens indiens [Biao, 2002, 2004].

- KHADRIA B. [1991], «Contemporary Indian immigration to the United States - Is the Brain Drain over?», *Revue Européenne de Migrations Internationales*, vol. 7, n° 1, p. 65-96.
- KHADRIA B. [1999], *The migration of knowledge workers: second-generation effects of India's brain drain*, New Delhi, Sage, 240 p.
- KHADRIA B. [1999], «Of dreams, drain, and dams – metaphors in the Indian emigration of talent», *India International Centre Quarterly*, vol. 26, n° 3, p. 79-90.
- KHADRIA B. [1999], «Brain drain: advantage India?», *The Observer of Business and Politics*, éditorial.
- KHADRIA B. [2004], *Human resources in science and technology in India and the international mobility of highly skilled Indians*, Paris, STI Working Paper, juillet 2004, Organisation for Economic Co-operation and Development, 40 p.
- KHADRIA B. [2004], *Migration of Highly skilled Indians: case studies of IT and Health*, Paris, STI Working Paper, juin 2004, Organisation for Economic Co-operation and Development, 53 p.
- KHADRIA B. [2005], «International Migration from India: The Uncharted Contours of Costs and Benefits», in *First Global Colloquium of University Presidents on «Academic Freedom» and «International Migration»*, janvier, Background papers, Columbia University.
- KHADRIA B. [2005], *Migration in South and South-West Asia*, Geneva, Policy Analysis and Research Programme Regional Study RS6, Global Commission on International Migration (GCIM).
- KUMAR N. [2001], «Indian Software Development; International and National Perspective», *Economic and Political Weekly*, vol. XXXVI, n° 45, p. 4278-4290.
- LAKHA S. [1994], «The new international division of labour and the Indian software industry», *Modern Asian Studies*, vol. 28, n° 2, p. 381-408.
- LATEEF A. [1997], «Linking-up with the Global Economy: A Case Study of the Bangalore Software Industry», disponible en ligne sur <http://www.ilo.org/public/english/bureau/inst/papers/1997/dp96/ch1.htm>.
- LECLERC E. [2003], «Mobilité induite par les hautes technologies: le cas des professionnels des technologies de l'information à Hyderabad (Andhra Pradesh, Inde)», in 1^{er} Congrès du Réseau Asie, 24-25.09.03, Paris.
- LECLERC E. [2004], «Circulation of Indian IT Professionals to Hyderabad and Beyond: Integrating India in a global work force», in *India and the Indian Diaspora*, International Seminar, 29-30 mars, Delhi, School of International Studies, Jawaharlal Nehru University.
- LECLERC E. [2004], «Distance management among Indian IT professionals: Issues for a global work force», in *Cross border dynamics in India's IT sector: implications for performance and policy making*, International Seminar, 02.07.04, Bangalore, Indian Institute of Management.
- LECLERC E. [2005], «Return migrants in the Indian software industry between mobility and circulation», in *International Workshop on «Sustainable return of professional and skilled migrants»*, 7-8 mars 2005, Dhaka, Refugee and migratory movements research unit, Dhaka University.
- NASSCOM [2003], *Impact of global outsourcing on the UK economy 2003-2010*, New Delhi, National Association of Software and Service Companies – Evalueserve, 56 p.
- NASSCOM [2003], *The economic impact of global sourcing on the US 2003-2010*, New Delhi, National Association of Software and Service Companies – Evalueserve, 78 p.
- NASSCOM [2004], *The IT industry in India: strategic review 2004*, New Delhi, National Association of Software and Service Companies, 232 p.
- NASSCOM [2005], *The IT industry in India: strategic review 2005*, New Delhi, National Association of Software and Service Companies, 271 p.

- OECD [2004], *Trends in international migration: annual report 2003*, Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development, 388 p.
- SAHAY S., NICHOLSON B., KRISHNA S. [2003], *Global IT outsourcing: software development across borders*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, vol. XVI, 265 p.
- SAXENIAN A. [1999], *Silicon Valley's new immigrant entrepreneurs*, San Francisco, Public Policy Institute of California, vol. XVI, 93 p.
- SAXENIAN A. L. [2000], *Brain Drain or Brain Circulation? The Silicon Valley-Asia Connection*, Harvard, Weatherhead Center for International Affairs, Modern Asia Series.
- SAXENIAN A., MOTOYAMA Y., QUAN X. [2002], *Local and global networks of immigrant professionals in Silicon Valley*, San Francisco, CA, Public Policy Institute of California, vol. XVII, 87 p.
- UNCTD [2004], *The shift towards services*, New York/Geneva, United Nations Conference on Trade and Development, 436 p.
- UPADHYA C. [2004], «A new transnational capitalist class? Capital flows, business networks and entrepreneurs in the Indian software industry», *Economical and Political Weekly*, vol. XXXIX, n° 48, p. 5141-5151.